

Extrait du site Fondation Gabriel Péri

<http://www.gabrielperi.fr>

La situation agricole et alimentaire mondiale et ses conséquences pour l'Afrique

- Séminaires - Les enjeux ruraux et agraires en Afrique - La situation agricole et alimentaire mondiale et ses conséquences pour l'Afrique -

Marcel Mazoyer, Ingénieur agronome, professeur émérite à l'Institut national agronomique Paris-Grignon.

Date de parution : 18 octobre 2006

Fondation Gabriel Péri

Félicitations pour organiser ce cycle. Vous avez bien choisi votre date puisque le 16 octobre, c'était la journée mondiale de l'alimentation, et nous pouvons considérer que ce séminaire fait partie d'une manifestation liée à cette journée mondiale qui a été créée, je crois, en 1981, et lancée au plan international.

Merci de m'avoir invité, j'en suis très honoré. Je vais essayer, non pas d'en être heureux, mais que vous n'en soyez pas trop malheureux. Je ne vais peut-être pas beaucoup parler d'Afrique, je vais d'abord essayer de situer le cadre général de la question agricole et alimentaire mondiale ; puis nous verrons tout de même comment l'Afrique s'y insère.

La situation alimentaire mondiale

« La faim est la forme la plus aiguë de la pauvreté »

Malthus et mon prédécesseur René Dumont avaient tort en ce sens que l'explosion démographique a bien eu lieu et contrairement à ce qu'ils croyaient, la production agricole et alimentaire a augmenté aussi vite. **Durant les 50 dernières années du XXe siècle, la population mondiale a été multipliée, par 2,4 et la production alimentaire par 2,6.** Celle-ci peut donc augmenter, même en phase d'explosion démographique la plus forte.

Mais c'est très insuffisant, et surtout beaucoup trop inégal pour subvenir aux besoins de toute l'humanité. Pour s'en rendre compte, il faut connaître les chiffres et des grandeurs, décrire la physique de la situation et ne pas avoir seulement une vision qualitative et sentimentale.

Les études détaillées démontrent combien la pauvreté est la cause fondamentale de la situation alimentaire qui prévaut actuellement sur la planète. En effet, à moins de 3 euros par jours, les gens se privent de nourriture (Il est plus significatif de s'exprimer en euros compte-tenu de la baisse du dollar). Or, on dénombre 3 milliards de personnes vivant avec moins de 2 euros par jour, que ce soit en monnaie ou en biens produits ayant pour valeur 2 euros. En dessous de ce seuil, les privations deviennent très sérieuses, et provoquent des maladies pour cause de malnutrition, d'insuffisances alimentaires, ou de carences en micronutriments (fer, iode, carotène, vitamines).

Un tiers de l'humanité vit dans cette situation, puisque nous sommes 6 milliards 500 millions sur la planète.

Suivant les estimations, **entre 1 milliard 200 millions et 1 milliard 500 millions de gens vivent avec moins de 1 euros par jour.** Ceux-là connaissent la faim, souffrent d'insuffisances alimentaires en micronutriments et en macronutriments (sucre, graisse, protéines). C'est la sous-alimentation chronique. En période de soudure (de 1 à 6 mois, voire 9 dans certains pays), la crise aiguë et la famine peuvent apparaître. La perte de poids et les maladies provoquent la mort.

852 millions de gens ont faim, ce qui représente 37 millions de plus qu'il y a 10 ans. De 1971 à 1994, les chiffres du premier sommet mondial de l'alimentation indiquaient que l'on était passé de 920 millions à 815 millions. Les chiffres que nous avons actuellement (2004-2005), - nous en aurons de nouveaux dans le rapport sur la situation de la sécurité alimentaire dans le monde en 2006 [[1Voir le rapport de la FAO sur la sécurité alimentaire 2006.](#)] -, nous pourrons faire le constat de cette augmentation. **Si l'on ajoute les 9 millions de personnes par an qui meurent de faim, l'augmentation aurait été de 90 millions plus 37, soit 127 millions.**

Nous pouvons ainsi affirmer que si le nombre de gens qui ont faim diminue, il diminue parce qu'ils meurent. Ceux qui ont faim, sont les pauvres et les plus pauvres. La faim est la forme la plus aiguë de la pauvreté. Ce ne sont pas deux choses différentes. C'est l'impossibilité de produire ou d'acheter ce dont on a besoin pour vivre. On se prive d'abord de chapeau et on finit par se priver de nourriture.

Qui a faim ? Et où vivent-ils ?

Sur les 852 millions de personnes qui ont faim, **816 ou 817 millions vivent dans les pays en développement, 27 ou 28 millions dans les pays dits en transition, - c'est-à-dire dans les pays ex-communistes d'Europe -, et environ 10 millions sont dans les pays développés.** Alors que la pauvreté avait presque disparu dans les pays développés vers 1975-1980, elle est réapparue sous une forme nouvelle.

Dans les pays en développement, l'Asie en compte le plus grand nombre : 226 millions en Inde, 156 millions en Asie du sud-est, environ 144 millions en Chine. La révolution verte a été appliquée dans ce pays, sans résoudre les problèmes de pauvreté ; elle est peut-être liée à la situation alimentaire en Asie.

221 millions de pauvres vivent en Afrique. C'est sur ce continent que les 40 millions de plus seraient apparus au cours des 10 dernières années.

En Amérique latine, on en compte une soixantaine de millions. Et enfin, dans le pourtour méditerranéen, au Moyen Orient, une cinquantaine de millions.

Chaque année, on peut lire dans des publications que la faim recule. Mais ils font des calculs en pourcentage. Le volume, le nombre, en valeur absolue, ne diminue pas, au contraire ; et je dirais que depuis les accords de Marrakech, il augmente à nouveau.

Très curieusement, ceux qui ont faim ne sont pas des consommateurs acheteurs qui n'auraient pas assez d'argent pour acheter leur nourriture, ce sont des consommateurs producteurs de produits agricoles et de nourriture. **75% sont des ruraux. Parmi eux, 9/10e sont des paysans pauvres, des ouvriers agricoles mal payés et leur famille. Les 25% restants sont des paysans pauvres et affamés, récemment condamnés à l'exode par la pauvreté et la faim,** qui vivent dans les camps de réfugiés ou les bidonvilles. Ils n'ont pas encore trouvé de travail, ni même quelconque solution à leur problème. Cet exode rural représente 50 à 60 millions de personnes par an.

Nous fabriquons donc tous les ans, dans cette époque qui est la nôtre, où les prix agricoles sont particulièrement bas, des paysans pauvres et affamés à la vitesse de 10, 20, 30, 40, 50 millions de plus tous les ans.

Dans un premier temps, ils ont encore faim dans la ville, mais après, l'aide alimentaire y arrive mieux que dans les campagnes.

Je ne suis pas en train de dire que le bidonville et la ville résolvent le problème, mais que **la pauvreté et la faim, dans notre époque actuelle, se fabriquent dans les campagnes les plus pauvres du monde.**

Or, ce n'est pas si étonnant. **Le revenu moyen des paysans aux quatre coins du monde, en Afrique ou en Asie, est de 3 à 6 fois inférieurs au revenu moyen des urbains.** Ce n'est pas nouveau, ni très original, mais avec les politiques de l'après guerre, en Europe surtout et dans les pays développés, nous nous étions rapprochés d'une certaine parité ou quasi-parité des revenus des agriculteurs paysans et du niveau de vie des urbains, ou au moins

des salariés.

Les statistiques de la Banque mondiale montrent que dans la plupart des pays du monde, le revenu moyen des paysans est souvent inférieur aux salaires des travailleurs non qualifiés dans les villes.

Mais pour comprendre comment nous avons pu fabriquer une telle situation, regardons un peu mieux l'agriculture mondiale et son fonctionnement.

L'agriculture mondiale et son fonctionnement

Une agriculture manuelle peu productive largement majoritaire

Les ruraux représentent encore 53% de la population mondiale. Les agriculteurs, famille comprise, sont 43%. L'écart, à peu près de 10 points, signifie qu'à l'échelle mondiale, beaucoup de ruraux ne sont pas agriculteurs. En France, les non agriculteurs seront bientôt plus nombreux.

On peut donc évaluer à environ 2,6 milliards le nombre de bouches à nourrir dans les campagnes du monde. Dans la population agricole, on dénombre 1,34 milliards d'actifs, soit la moitié de la population active tous secteurs confondus.

Pour 1 milliard 340 millions d'actifs, on compte 29 millions de tracteurs, soit 2% du nombre des actifs. L'agriculture que vous croyez connaître, n'est qu'une goutte d'eau dans la mer.

250 millions, soit 19 % du nombre des actifs utilisent les animaux pour travailler. Plus d'un milliard de paysans travaillent uniquement avec des houes, des bêches, des bâtons de fousseur, des machettes, des couteaux à moissonner, des faucilles et des paniers à récolter.

L'agriculture manuelle, sans animaux de trait, sans tracteurs ni machines, est donc dominante dans l'agriculture mondiale. Ce qui ne veut pas dire pour autant que les autres formes d'agriculture à traction animale ou motorisée sont inexistantes ou insignifiantes.

Les statistiques pays par pays montrent que les pays dans lesquels les rendements sont de l'ordre de 10 quintaux de céréales à l'hectare, - soit les rendements qu'il y avait en France au début du siècle -, sont peu nombreux et qu'au contraire, dans près de la moitié des pays, le rendement des céréales ne dépasse pas beaucoup la tonne et dans beaucoup d'autres, il est en dessous.

En Afrique, en Amérique latine, particulièrement au Brésil, la moitié des agriculteurs qui travaillent à la main n'ont jamais eu les moyens d'acheter des animaux, encore moins un tracteur ou une machine puissante ; ils ont du mal à renouveler leurs outils et ne peuvent pas acheter couramment des semences. Ils ressemblent les leur ou les échangent avec leurs voisins. Ils n'ont jamais acheté ce qui est considéré comme la panacée de l'agriculture moderne : l'engrais et les pesticides. Ils sont en agriculture biologique sans l'avoir voulu, et sans que nous leur payions leurs produits plus chers. Cela représente environ 600 millions de paysans dans le monde, soit un milliard de bouches à nourrir.

Le travailleur manuel cultive entre un demi-hectare, un hectare et demi au maximum dans certains types de système de cultures. Ces paysans ont souvent été privés de terres à l'époque coloniale, quand de grands domaines de 1.000, 10.000, 100.000 hectares, ont été constitués. **La très grande majorité des paysans, sont des paysans sans terre, ou ne possède qu'entre 1/10 d'hectare et 1/2 hectare de terrain à cultiver.**

Les « sans terre » ou les minifundistes sont majoritaires dans presque tous les pays d'Amérique latine, même au Mexique qui a pourtant fait une réforme agraire, en Equateur qui n'est cependant pas le pays le plus inégalitaire du point de vue foncier, au Guatemala, ou encore au Costa-Rica.

C'est aussi vrai en Afrique du sud, au Zimbabwe, dans certaines régions de l'Inde et des Philippines. Il existe un univers post-colonial, dans lequel la grande propriété des colons, qu'ils soient arrivés il y a 300 ans, ou qu'il s'agisse de certains autochtones, Indiens ou Philippins, est tellement prédominante que la majorité des paysans n'ont même pas un hectare à cultiver.

S'y ajoute les ex-pays communistes d'Europe centrale et orientale où la terre a été privatisée, sans que soient donnés aux paysans les moyens de l'acheter ou de la louer. En Chine et au Vietnam, la terre est restée plus ou moins étatisée, mais ils ont redistribué le droit d'usage aux paysans, de manière assez égalitaire, en tout cas assez démocratique. Ce qui ne veut pas dire pour autant qu'ils ont des surfaces énormes compte tenu de la forte densité de population dans les deltas d'Asie.

Le minifundisme s'est donc généralisé. Tous ces paysans ne sont pas dans la misère, certains arrivent même à fabriquer des systèmes de production très complexes et très productifs, à condition qu'on leur en laisse le loisir.

Nous avons maintenant, une petite idée des liens qui existent entre cette situation agricole et la situation alimentaire.

Mais, essayons de comprendre comment on a fabriqué ces 3 milliards de pauvres, 2 milliards de malnutris et presque 850 million de sous-alimentés, et comment on en fait mourir 9 millions tous les ans.

L'économie agricole mondiale : du début du XXe siècle à nos jours

La révolution agricole dans les pays développés : un prix de revient formidablement divisé.

Dans nos pays, il n'y avait pratiquement pas d'agriculture motorisée au début du siècle, nous étions en agriculture biologique avec traction animale et utilisation du fumier.

Mais nous avons tout de même, dans les pays développés, que ce soit en France et dans les pays d'Europe de l'ouest, en Amérique du Nord, et chez les Boers d'Afrique du sud, à peu près 3 niveaux d'équipements et d'agriculture :

- la culture manuelle, qui était présente partout, avec des paysans qui n'avaient pas d'attelage ;
- les 2/3 ou les 3/4 qui avaient des animaux et des matériels comme des charrues et des herses ;
- 1/3 qui avaient déjà des brabants métalliques, fabriqués par l'industrie, des faucheuses et parfois même des moissonneuses.

Le cultivateur manuel produisait une tonne de céréales à l'hectare. Aujourd'hui, nous l'avons vu, ils sont au moins 500 millions dans ce cas.

Les paysans utilisant la traction animale, qui avaient 5 hectares, atteignaient des rendements de 10 quintaux au maximum. Ceux qui avaient déjà des brabants, des faucheuses, des moissonneuses, pouvaient produire jusqu'à 10 hectares par travailleur.

L'écart de productivité était donc de 1 à 10. Et à l'échelle du monde, vous ne trouviez personne qui produisait plus de 10 hectares que multiplient les quintaux, c'est-à-dire 100 quintaux. Donc, l'écart de productivité que nous pouvions constater dans un pays développé, était du même ordre de grandeur que l'écart de productivité que nous aurions pu constater à l'échelle du monde.

Depuis 1950, les tracteurs de 10 à 15 chevaux permettaient de doubler la surface cultivée. La pénibilité du travail a diminué. Tous les 10 ans depuis 1950, dans un pays comme la France, la puissance maximum des tracteurs (200 ou 300 chevaux) utilisés par certains agriculteurs, a permis de doubler la superficie cultivée.

Aujourd'hui, la course aux 400 hectares est lancée en France, ce qui est encore peu au regard des surfaces cultivées au Canada (1000, 1500 hectares par travailleur).

Dans les exploitations motorisées, mécanisées, chimisées, les mieux équipées, les mieux dimensionnées et les plus performantes, jusqu'à 2000 tonnes de céréales sont produites.

Et vous avez 500 millions de paysans qui produisent environ une tonne. **L'écart de productivité entre les paysans les plus nombreux qui sont les moins biens équipés, et une poignée de quelques millions d'agriculteurs très équipés et très en avance, est passé de 1 pour 1000, à 1 pour 2000.**

Quelle est la conséquence d'un équipement, d'une modernisation et de gains de productivité aussi énormes, qui sont plus importants que dans aucune autre branche, contrairement à l'idée répandue que les gains de productivité se font dans l'industrie et dans les services ? Nous vivons sur l'idée que l'agriculture était retardataire et progressait moins vite, mais depuis 1950, on observe l'inverse. Les gains de productivité dans le secteur agricole sont bien supérieurs.

Dans un pays comme la France ou les Etats-Unis, depuis la guerre, les agriculteurs ont les équipements les plus productifs, ils ont par conséquent les meilleurs revenus, des capacités d'investissement qui leur permettent de s'agrandir, d'acheter des engrais etc. A chaque gain de productivité, ils réduisent leur prix de revient et ils accroissent leurs bénéfices, au prorata de leur volume de production, mais au prorata aussi de la différence qu'il y a entre le prix de marché et leur prix de revient (coût de production : combien cela coûte de produire une tonne de céréales). Evidemment, il ne faut pas confondre ces deux types de prix.

Le prix de revient aux Etats Unis, dans l'agriculture la plus dynamique, a été formidablement divisé. De 1947 à 1972, il a été divisé par 3. Sur le marché intérieur américain, la baisse des prix hors inflation a été colossale, éliminant de fait la moitié ou les $\frac{3}{4}$ des agriculteurs américains qui n'avaient pu investir ou agrandir leur exploitation. Ceux-là ont vu leurs revenus baisser.

Le développement de la révolution agricole contemporaine se caractérise par des gains de productivité résultant des investissements de ceux qui sont les mieux placés pour le faire. Ces gains se traduisent par une baisse des prix et des revenus de ceux qui n'ont pas pu suivre et qui sont à la longue éliminés du système.

Cela traduit également la réduction du nombre des exploitations au profit de celles qui se développent.

Le mécanisme est un mécanisme marchand classique. L'échange inégal est l'âme de l'échange concurrentiel. La rémunération des facteurs est inégale. Ceux qui ont les meilleurs prix de revient gagnent.

Tant que l'industrie et les services étaient demandeurs de main-d'oeuvre, les travailleurs agricoles au chômage n'étaient pas exclus, ils étaient réembauchés immédiatement, souvent pour être payés plutôt mieux dans l'industrie, les services et l'administration.

Comment pouvons-nous comprendre ce qui se passe à l'échelle mondiale ? Dans ce mouvement de l'agriculture de 1945 jusqu'en 1972, les pays industriels les plus avancés ont gagné en productivité dès qu'ils ont pu disposer des terres colonisées. Leurs prix de revient ont baissé, et une fois qu'ils ont saturé les besoins de leur population en céréales, en oléagineux, en viande et en soja, ils ont exportés leurs excédents aux quatre coins du monde. Ils ont ainsi pu conquérir les parts sur le marché international.

De 1945 à 1970, la France importait parce que le pays n'était pas autosuffisant, mais elle se gardait bien d'imposer à ces agriculteurs le prix de revient américain, le « prix Chicago ». Tous les agriculteurs auraient été ruinés très rapidement. **La France a donc développé une politique de modernisation, productiviste, consistant à produire le maximum sur le territoire national et à importer le reste, pour devenir autosuffisant le plus vite possible.** Le prix assuré aux agriculteurs correspondait au prix de revient. En outre, le tarif douanier alors en vigueur nous permettait d'importer sans détruire nos agriculteurs. Cette politique imposait à l'intérieur le prix de revient américain, mais une taxe à l'importation permettait d'établir le prix intérieur aux environs du prix de revient moyen de nos agriculteurs. La moitié des agriculteurs se développait ; l'autre moitié cessait d'exister. Dans les années 1970, la France a atteint l'autosuffisance et a encouragé le développement des agro-exportations, notamment pour réduire les importations de soja.

La Suisse, la Norvège, le Japon, la Corée du sud, l'Inde, dans une certaine mesure, ont emprunté la même voie. La révolution agricole a progressé, les agriculteurs avaient un revenu, pouvaient donc investir, mais ceux qui ne suivaient pas étaient éliminés.

Par contre, une grande partie du monde, en particulier les pays d'Afrique, n'était embarquée ni dans la révolution agricole, ni dans la révolution verte, et ne se protégeait pas. Alors que les besoins d'importation de l'Afrique étaient quasiment nuls en 1960 compte tenu de la faible urbanisation, ils se sont mis à importer au prix international lorsque les villes ont commencé à se développer. Les prix de revient des marchandises importées étaient 2 à 3 fois inférieurs au prix de revient des produits de leurs propres agriculteurs.

Les importations ont saturé leurs besoins urbains intérieurs. Stimulées par l'absence de protection, elles ont encouragé la mise en place d'un système de prix à l'intérieur des pays africains, équivalent au système de prix des pays industrialisés où le prix des produits agricoles de base, est égale à la moitié ou au quart de ce qu'il faudrait à un paysan africain pour vivre.

Les paysans africains ont commencé à s'appauvrir. Pourquoi alors ne pas se spécialiser dans le coton, l'arachide etc. ? Le prix de ces marchandises est indexé sur le prix américain, les revenus des paysans africains ne sont donc pas garantis. La paupérisation a favorisé et favorise toujours l'exode rural. En outre, ce système fabrique une force de travail qui est prête à travailler pour ½ dollar ou 1 dollar par jour ; le prix du coton, du café ou du cacao, s'en ressent et suit le prix de la main-d'oeuvre.

Nous appauvrissons les paysans, développons le chômage, et faisons baisser le prix de la main-d'oeuvre

tout cela en important de l'alimentation à bas prix.

C'est la recette de Ricardo. Il disait aux Anglais : « vous allez baisser vos salaires parce que vous n'êtes plus assez compétitifs sur le plan industriel, il va falloir vendre moins cher » ; or, pour baisser les salaires, il faut importer les céréales américaines, la laine d'Australie et les produits laitiers plus ou moins conservés qui sont bon marché. Les grands économistes camouflent toujours leurs vrais objectifs. Ici, le but était de faire baisser le prix de la main-d'oeuvre anglaise, ce qui a ruiné l'agriculture la plus avancée d'Europe. En 1900, l'Angleterre importait 80% de ce qu'elle mangeait.

Alors, l'Europe et la France ont commencé à se protéger, comme un certain nombre de pays d'ailleurs. Les pays importateurs ne se protégeant pas, importaient tellement que ceux qui avaient des capacités d'exportation n'arrivaient même plus à suivre la demande de ces pays.

En 1975, se produisit ainsi une quasi-rupture de stock en céréales, en soja etc. Nous étions à moins de 15% de la production de l'année dans les stocks de report d'une campagne sur l'autre. Les acheteurs internationaux se sont précipités pour acheter tout de suite ou à terme, et ont provoqué la flambée des prix. Les prix sont remontés à 500, 600 dollars la tonne.

Les pays de la révolution verte qui se protégeaient ont été boostés par ces prix importants, et ont même cherché à devenir agro-exportateurs. Des paysans d'Afrique ont alors stabilisé leur situation grâce à cette hausse des prix. Aux Etats Unis et en France, des politiques de relance de la production ont été mises en oeuvre en vue de devenir exportateurs ; pourtant, ce n'était pas vraiment justifié, puisque nous produisons des excédents invendables.

Libéralisation des capitaux et modernisation du latifundisme : l'émergence de nouveaux compétiteurs

En 1975, la libéralisation de la circulation des capitaux a accentué ces évolutions. Les capitaux financiers internationaux, issus du secteur agricole, - Karguive, Dos Santos, Carrefour et quelques autres - se précipitent dans les pays où d'immenses territoires sont faciles à louer ou à acheter. Sur ces terres sous-exploitées et sous-équipées - le latifundisme à l'époque était très peu modernisé -, vivait une force de travail relativement qualifiée et des cadres, capables de transplanter et d'adapter le modèle de l'agriculture américaine. Les investisseurs ont ainsi mis à profit l'expérience des agriculteurs du nord pour tout ce qui était motorisation, chimisation, et l'expérience des paysans du sud, qui avaient eu les progrès techniques nécessaires.

La révolution agricole contemporaine et la révolution verte ont été expérimentées et généralisées avec l'aide des pouvoirs publics, dans des pays d'agriculture plutôt paysanne. Elle n'avait pas vraiment réussi dans des pays de grande agriculture capitaliste, et plus ou moins réussi dans les pays d'agriculture étatisée. Ces deux révolutions agricoles sont très décriées aujourd'hui.

Et à partir du moment où des capitalistes se sont intéressés à ces territoires, le latifundisme s'est développé, comme au Brésil et en Argentine. Une agriculture capitaliste à salariés devient en quelques années aussi bien équipée et productive que l'agriculture américaine, européenne ou autres. A ceci près que les salaires sont de ¼ de dollar par jour à 3 dollars par jour, soient 50 fois inférieures à ceux pratiqués dans l'agriculture américaine ou européenne.

Ils peuvent donc produire à moitié prix ce que les Américains et les Européens produisent. Or, il aurait suffi que les Européens continuent de se protéger, en évitant toutefois de produire des surplus exportables qu'ils pouvaient de moins en moins exporter, puisque ces nouveaux pays agro-exportateurs produisaient à moitié prix. Le prix international est ainsi passé de 200 dollars la tonne en 1980 à une centaine de dollars la tonne en 2000.

Souhaitant rester une grande puissance agricole et alimentaire, les Etats-Unis devaient vendre à un prix proche des Argentins, des Brésiliens et même des Ukrainiens - n'oublions pas en effet que le mouvement de capitaux en direction de l'Ukraine et de la Russie se dessine après 1990.

Le libre-échange truqué et les subventions : nouvelles armes de l'échange inégal

Alors qu'ont-ils inventé pour rester une grande puissance agricole et agro-exportatrice ? Premièrement, **les USA ont essayé et essaient toujours d'imposer à tout prix le libre échange à tous ceux qui sont moins compétitifs, comme les pays d'Afrique bien sûr**, mais ce n'est pas nouveau. Le FMI et la Banque Mondiale se pressent auprès des pays endettés pour leur imposer un libre échange agricole, alors que le Sénégal par exemple, se protégeait encore à une certaine époque. **La baisse des protections a été une des conditions à l'attribution de nouveaux crédits, qui étaient conçus pour rembourser la dette, perpétuant ainsi le cycle infernal.**

Deuxièmement, les USA essaient d'imposer à l'Europe d'abattre ses barrières douanières, et l'Europe, évidemment résiste. En effet, les nouveaux compétiteurs moins chers que les Américains ne peuvent garder un volume de marché suffisant, que s'ils élargissent la demande solvable en particulier dans des pays comme les nôtres.

Mais peu à peu, certains pays s'aperçoivent qu'ils devront vendre à des prix proches de ceux qui produisent moins cher qu'eux. Il ne faut pas se faire d'illusion, le « sud » n'est pas plus gentil que le « nord », et le « nord » n'est pas toujours méchant. **Ce ne sont pas des acteurs, mais, bien au contraire, des conglomerats d'acteurs.**

Dans ce contexte nouveau, les USA inventent un système qui leur permet de vendre en-dessous de leur prix de revient : toute une série de modalités de subventions qui représentent à peu près autant que le prix des produits sont mises à disposition des producteurs. Ils cherchent ensuite à obtenir de l'Union Européenne, qu'elle s'allie avec eux sur le même modèle de politique. Alors qu'ils imposent le libre échange à tout le monde, ils s'autorisent à en truquer les règles par des subventions qui viennent compenser la différence qu'il existe entre le prix de marché international et le prix de revient de leurs agriculteurs.

Ces aides se sont appelées « aides compensatoires » à la baisse des prix résultant de l'alignement sur plan international. Aujourd'hui on a établi un code couleur pour que personne ne s'y retrouve, mais ce sont les mêmes aides !

Bien évidemment, cette politique oblige d'imposer à l'OMC une définition du dumping qui consiste à cacher que nous vendons en dessous du prix de revient. Celle adoptée à l'OMC - y compris par l'Union Européenne - est la suivante : vendre à l'extérieur moins cher que chez soi. Cela vous protège des importations et vous permet d'exporter à des prix inférieurs.

Ce système de libéralisation des échanges est truqué. Les pays pauvres ne peuvent pas faire de même parce qu'ils n'ont pas les ressources budgétaires pour subventionner leurs agriculteurs. Ainsi, s'imposent à tous les agriculteurs du monde, des prix qui petit à petit se rapprochent du prix international, c'est-à-dire, du prix de revient des plus compétitifs. Le prix international devient inférieur au prix de revient de 80% des paysans du monde. Et s'ils ne sont pas aidés, ils en mourront un jour ou l'autre. Ils mourront de pauvreté et de faim, ou seront obligés de quitter leur ferme.

L'échelle des prix de revient peut se découper de la manière suivante. **En Argentine ou en Ukraine, on peut produire du blé à 50 ou 60 euros la tonne. Au Canada, en Australie, on peut produire à 60, 80, 90 euros la tonne. Aux Etats Unis, c'est 120, 130 euros la tonne. En France, en Beauce, c'est 150 euros la tonne et 250 en**

Lorraine. L'écart de prix de revient étant déjà conséquent dans l'agriculture française, il est même possible, avec un tel système, de faire disparaître les agricultures de pays développés.

En Afrique, un paysan qui produit une tonne doit gagner 365 euros dans son année, pour avoir ne serait-ce qu'un euro par jour ; il faut donc lui payer sa tonne au moins 400 euros. Mais, on paye plus souvent 100 euros la tonne à Dakar. Combien paye-t-on alors le paysan à 300 kilomètres de la capitale ? Presque rien. On ne vient même pas collecter la marchandise parce que les coûts de ramassage, de collecte, de transport et le coût commercial pour arriver à Dakar, sont trop importants au regard du prix de vente. C'est la raison pour laquelle les femmes mettent sur leur tête, les paniers de marchandises et font jusqu'à 50 km pour aller les vendre au marché de Dakar. Ces mécanismes les privent de débouchés et de prix rémunérateur.

Si les paysans produisent pour leur autoconsommation, les hommes vont migrer et travailler aux quatre coins de l'Afrique ou du monde, pour renvoyer de l'argent et permettre aux femmes qui sont encore au village d'acheter des outils pour produire.

Comme on ne peut pas vendre, on ne produit pas d'excédent. Et si la saison est mauvaise, le risque de manque de nourriture à la soudure s'accroît. La situation sera d'autant plus difficile qu'en de telles circonstances, le prix des marchandises double.

On comprend maintenant très bien comment on appauvrit les paysans pauvres et comment on les fait mourir. On condamne tous ceux qui sont valides à aller travailler pour des petits boulots en tous genres dans les bidonvilles ; ceux-là sont prêts à mourir pour aller aux Canaries, en Espagne ou ailleurs.

Que pouvons-nous faire face à cette mécanique de fabrication de la misère ? C'est parfaitement clair : les seules agricultures qui ont résisté à la concurrence nord-américaine et australienne, dans les premières décennies d'après-guerre, sont celles qui se sont protégées. Ce sont les seules qui se sont maintenues, développées, qui ont progressé en équipement et en productivité. Nous aimons le modèle agricole en question, ou nous ne l'aimons pas, mais en tout cas, ils ont accumulé du capital, ils ont atteint des gains de productivité énormes et ils ont eux-mêmes fait baisser leur prix de revient chez eux.

Mais l'agriculture de tous ces pays, Suisse comprise, est elle-aussi menacée, s'ils acceptent le libre échange sans subventions. Et s'ils l'acceptent avec les aides, ils deviennent aussi fautifs que les latifundistes sud-américains, fauteurs de bas prix.

Nos agriculteurs sont vraiment dans une situation impossible. Au début, une partie d'entre eux ont été favorables aux aides, puisqu'elles permettaient même d'exporter. Ils n'ont pas vu qu'il n'y aurait plus de politique de prix et que les aides allaient leur être supprimées. Mais désormais, les producteurs veulent tous revenir à des politiques de prix.

Cette nouvelle politique agricole s'est négociée à l'époque de Jacques Delors et d'Edouard Balladur. Des responsables politiques ont agi en faveur de ces évolutions.

Qui a accepté l'Uruguay Round ? Qui a accepté les accords de Marrakech ? Ce sont des gouvernements français et européens, et nous devons reconnaître que la France a joué un rôle déterminant dans la politique agricole européenne.

Peut-on nourrir l'humanité avec une telle politique agricole ?

On ne peut pas nourrir l'humanité avec une telle politique parce que nous fabriquons des pauvres qui ne peuvent pas produire de quoi se nourrir. **L'industrialisation et les délocalisations ne parviendront jamais à absorber les 30% de chômeurs qu'il y a dans les pays en développement, et les 40 ou 50% de chômeurs qui vivent dans les bidonvilles des quatre coins du monde.** Dans les années 60, nous étions persuadés que l'agriculture de plus en plus productive emploierait de moins en moins de bras et grâce à cela, que nous développerions indéfiniment les autres secteurs. A l'échelle mondiale aujourd'hui, c'est une utopie totale. Les créations d'emplois extra-agricoles à l'échelle du monde, sont inférieures aux destructions d'emplois que nous venons d'expliquer dans tout le secteur agricole. Ni les auto-investissements, ni les délocalisations ne sont capables d'absorber le chômage existant.

Il n'existe donc pas de plein emploi, ni d'autosuffisance, ni de règlement des questions de la malnutrition et de la faim, par ce biais.

L'illusion court que l'aide alimentaire, l'aide au développement ou les échanges internationaux vont tout régler. La quantité de nourriture nécessaire pour supprimer la malnutrition (2 milliards de personnes) et la faim (850 millions) équivaut à environ 30% de la production des disponibilités mondiales actuelles. Ce calcul a été fait pour le sommet mondial de l'alimentation.

L'aide alimentaire représente moins de 1% de la production mondiale. C'est fait pour l'urgence et cela ne doit pas être employé pour casser la production locale. Elle n'est pas suffisante, pas toujours bien administrée et perturbe la production locale. Il en faut donc plus et qu'elle soit mieux gérée.

Deuxièmement, l'aide publique au développement (APD) est nécessaire. Elle doit aussi être plus importante, mieux administrer, orienter d'avantage vers l'agriculture ; mais le manque à gagner des 3 milliards de gens qui ont moins de 2 euros par jour, à qui il en faudrait 3 au minimum pour ne pas se priver de nourriture, ne peut être résorbé par l'APD. Cela représente 2 000 à 3 000 milliards d'euros par an. Or, **l'aide publique au développement n'est que de 100 milliards d'euros par an.**

Enfin, concernant le marché, rappelons qu'il n'équilibre que l'offre et la demande solvable, si la demande solvable est inférieure de 30% au minimum nécessaire, et bien la production est aussi inférieure de 30% aux besoins. Il faut arrêter de dire que nous produisons assez. Ceux qui l'affirment confondent les disponibilités en matière première agricole avec la consommation. Entre les disponibilités à la récolte, dans les silos, et la consommation, il y a la transformation, les transports et la commercialisation.

Sur 20 milliards de tonnes de céréales produites, 10% passent en semences, 20 ou 30% vont à l'alimentation animale, une part est consacrée à l'usage industriel non-alimentaire, et enfin il faut compter les pertes. Ce qui est consommé par les populations ne représentent même pas la moitié de ce qui est produit.

Nous sommes en sous-production, ce que les ONG ont beaucoup de mal à entendre. Mais la réponse n'est pas d'augmenter la production, à coup de tracteurs, d'engrais et de pesticides, en Argentine ou en France. Cela ne servirait qu'à produire des excédants et à faire baisser les prix.

Le marché n'équilibre pas la production et les besoins. Il équilibre la production et la demande solvable.

Quelles solutions peuvent impulser de réels

changements ?

De nouvelles politiques agricoles différenciées reposant sur la protection des agriculteurs et la réforme agraire

La seule solution est que les pays qui n'ont jamais eu de vraie politique agricole et de sécurité alimentaire, soient autorisés à le faire. Les organisations financières dites internationales doivent cesser de les en empêcher. Il est nécessaire que **des politiques différenciées pour les pays pauvres se mettent en place à l'OMC.** Mais il faut aller beaucoup plus loin.

Au « Dakar agricole » en février 2005, tous les Chefs d'Etat d'Afrique de l'Ouest se sont engagés pour **protéger leurs agriculteurs.** Le président Wade, le plus libéral de tous, a assuré vouloir protéger à 150, 250% les produits agricoles selon leur nature. Ce qui était parfaitement raisonnable, puisque c'était à peu près ce qui permettait à ses paysans de cesser de s'appauvrir.

Or, dans les négociations de l'UEMOA et de la CEDEAO, - et pourtant le Nigeria qui se protège, était présent -, ils ont décidé de tarifs douaniers qui sont de l'ordre de 5% à 10% seulement. Les services de douane vont leur coûter plus cher que les recettes.

Les paysans sans terre d'Ukraine ou du Brésil sont dans une situation autrement plus difficile : ils sont ruinés par l'alliance du latifundisme et du capitalisme financier. Le président Lula en est le héros principal. Alors que la faim tue au Brésil, le pays exporte en grande quantité. **La seule solution est de faire la réforme agraire comme Lula l'avait promis dans sa campagne présidentielle.**

Depuis une vingtaine d'années, nous ne parlons plus de réforme agraire. Les Nations Unies, la FAO ont commencé à en parler timidement cette année. Une grande partie des gens pensent qu'elle débouche systématiquement sur la violence, parce que les paysans n'ont pas d'outil pour exploiter les nouvelles parcelles. **C'est difficile aujourd'hui de faire une réforme agraire dans des univers où le capital a pris des positions très fortes.** Raison de plus pour que les gouvernements et les Nations Unies, - nous pouvons les y inciter via nos gouvernements qui y siègent -, prennent leurs responsabilités.

Les politiques sont faites pour changer. On a bien enlevé à la FAO et à la CNUCED la gestion des politiques agricoles en 1985. Ce qui a été fait peut être refait dans un autre sens. Les politiques en matière agricole ont formidablement changé dans les années 1980, 1990. La réforme agraire doit être remise à l'ordre des priorités.

Des contextes paraissent évidemment très tendus. Un pays comme le Zimbabwe bien ou mal gouverné, ne peut pas faire la réforme agraire de manière pacifique. Il lui faut une vraie guerre civile. Il faut que les paysans sans terre, et les paysans pauvres tuent les propriétaires et les entrepreneurs capitalistes. Au XXIème siècle, ce n'est pas forcément facile à accepter. Nous ne sommes pas dans des circonstances politiques d'un Zapata, ou d'un Lénine. Si les paysans prennent les armes, ils se feront réprimer sévèrement - par des interventions militaires même -, ils perdront la bataille, seront marginalisés.

Nous ne voulons pas envoyer les paysans au casse-pipe. Par contre, les bourgeoisies intelligentes à certaines périodes de leur histoire, ont elles-mêmes proposé la réforme agraire.

Il faut protéger les paysans, ceux d'Afrique par exemple, en leur permettant de passer de ½ dollar par jour à 4 euros par jour pour stimuler le pouvoir d'achat mondial. Quand vous avez 3 milliards de personnes à moins de 2 euros,

autant dire que ces 3 milliards de personnes n'ont aucun pouvoir d'achat. Or, ce sont les débouchés pour les produits agricoles, le plein emploi dans les villes, la sécurité, les salaires qui sont en cause, et pas seulement leur propre production.

Ce qui bloque le capitalisme contemporain, c'est donc le pouvoir d'achat. En baissant les prix des matières premières agricoles et les salaires, vous baissez le pouvoir d'achat mondial, et vous maximisez l'épargne commerciale, industrielle et financière qui s'en dégage. La masse d'épargne et de possibilité d'investissement qui sont ainsi obtenues sont très supérieures aux possibilités d'investissement productif réel. L'insuffisance du pouvoir d'achat limite les investissements productifs qui limitent donc, les possibilités.

Le capital préfère alors investir dans la spéculation et les malversations en tout genre. Quand la spéculation se généralise, tout le système est en crise de sur-épargne, et risque le crack financier. Ce n'est pas l'intérêt du capital de fonctionner ainsi.

Roosevelt, Ford et Keynes en 1930, l'avaient bien compris, l'intérêt du capital est de fonctionner sur un pouvoir d'achat qui est proportionnel à l'épargne et aux possibilités d'investissements. C'est une loi imprescriptible de l'économie. Les intérêts à court terme de chacun, des capitalistes et autres, c'est de piller au maximum les possibilités de marché existant encore.

Les paysans du monde dans leur très grande majorité ont intérêt à ce que nous revenions à des politiques agricoles, de prix et de sécurité alimentaire. La majorité des paysans des pays latifundistes ont intérêt à ce que viennent **des réformes agraires « civilisées », soutenues par la « Communauté internationale » ou par les Nations Unies.** Elles ne seront pas soutenues par tous, et seront donc menées par des gens qui auront des moyens limités. Contrés de toute part, ils devront surmonter ces obstacles.

Pour faire cette réforme agraire, nous devront changer complètement le paradigme des politiques agricoles. N'oubliez pas que les alliés, - je ne parle pas seulement des Russes à l'est, mais des alliés occidentaux -, ont fait la réforme agraire, parce qu'ils avaient très bien compris que le fascisme était lié à un certain type de latifundisme. Les gouvernements bourgeois l'ont fait en Italie du sud, parce que le fascisme italien était né dans les latifundia ; ils l'ont fait au Japon, à Taiwan, en Corée du sud etc. Lénine disait : « la réforme agraire, c'est une réforme démocratique bourgeoise ». Démocratique parce qu'on distribue largement la propriété aux paysans. Bourgeoise, parce qu'on maintient la bourgeoisie et la propriété bourgeoise.

Donc, ce n'est pas une révolution socialiste. **Il faut peut-être essayer de faire vivre les gens dans le système, non pas tel qu'il est, mais en réformant ce qu'il a de pire : le régime agricole que nous imposons aujourd'hui aux quatre coins du monde.**

L'Afrique dans le paysage agricole mondial

En Afrique, on trouve majoritairement une agriculture paysanne et familiale, sauf dans quelques pays où les plantations coloniales ont pris de l'importance : l'Afrique du sud, le Zimbabwe, le Congo Kinshasa, des régions de colonisation française caféières ou cacaoyères.

Très sous-équipée, manuelle en grande majorité, les paysans utilisent peu la traction animale qui s'était

développée jusque dans les années 1970 mais qui est aujourd'hui stoppée dans sa progression. Alors qu'il y a encore 20 ans, ils pouvaient espérer passer de la culture manuelle à la traction animale, les conditions d'une telle transition sont faibles aujourd'hui. Ceux qui ont des tracteurs se comptent sur les doigts de la main, et ce ne sont pas forcément des paysans, mais plutôt des entrepreneurs venus de la ville.

Les régimes sociaux sont divers. La réforme agraire paraît nécessaire dans certains pays (Afrique du sud, une partie de l'Afrique de l'est ou du sud-est), mais dans d'autres non.

La question foncière au premier plan

Par contre, **la question foncière se pose avec une grande acuité**. La population agricole, dans certains pays, diminue en pourcentages, alors que les terres sont sous-exploitées ou pas exploitées. Un certain nombre de gens lorgnent sur ces immenses terres qui représentent 70 à 80% de la totalité des terres.

Malgré des espaces à forte densité de population, beaucoup de terres sont disponibles pour l'élevage ou la culture. Ces terres étaient collectives ou familiales, la tendance à la propriété individuelle ou familiale s'est dessinée dans beaucoup d'endroits, mais **les codes ruraux qui sont décidés actuellement en Afrique, - la banque mondiale l'a encouragé - poussent à la privatisation de ces terres sous-exploitées ou inexploitées**. Il suffit que le gouvernement ait un accord avec les Chefferies locales ou les autorités locales, il pourra ensuite les donner en concession, voire les vendre à des investisseurs internationaux qui fabriqueraient alors en Afrique, une agriculture sur le modèle sud-américain ou sud-africain, une agriculture capitaliste et sahélienne.

Certains capitalistes se disent qu'en Afrique, au prix où sont payés les produits agricoles, la production est plafonnée ou s'effondre, les revenus des paysans sont assez bas pour qu'ils deviennent corvéables à merci, comme les minifundistes d'Amérique latine. Ils pensent faire des investissements fantastiques pour faire un agrobusiness exportateur.

Les Chefs d'états africains se réjouissent de telles perspectives d'enrichissement rapide. D'autres souhaitent également que les paysans deviennent propriétaires. Mais **si la privatisation est faite sans protéger les paysans africains, ils vendront tous leurs terres avant de mourir de faim ou avant de partir à l'étranger. Ce sera un désastre**. Par contre si l'agriculture et la tenure des paysans étaient protégées, comme cela a été le cas pendant 20 ans en France, la situation sera différente.

« Une diversité agro-écologique fantastique » et des situations postcoloniales très diverses

A ces diversités sociales, s'ajoute une diversité agro-écologique fantastique : le pastoralisme du sud du Sahara, et de quelques autres régions, les cultures de savane, avec des jachères assez courtes, des cultures de forêts avec des jachères boisées qui durent 10 à 20 ans, des rizicultures de type africain, en Casamance, en Guinée, ou dans la vallée du Niger, mais qui ressemblent un peu aux rizicultures asiatiques, les économies de plantations caféières et cacaoyères de la zone forestière. Cette diversité agro-écologique empêche d'arriver avec des idées toutes prêtes pour transposer des pratiques de manière simpliste.

Socialement, les situations postcoloniales sont aussi très différentes. Le développement doit se faire avec les paysans. Si ce n'est fait qu'avec des têtes d'ingénieurs venus du sud, du nord ou de l'est, on est sûr que cela ne fonctionnera pas.

[1] Voir le [rapport de la FAO](#) sur la sécurité alimentaire 2006.